

Montreuil, le 18/04/2018

Lettre au Directeur général,

Monsieur le Directeur Général,

Depuis notre rencontre du 5 mai 2017 et les annonces brutales de réorientation de la mission cadastrale au mois d'octobre 2017, la CGT Finances Publiques découvre au travers de ses relations avec l'IGN, comme les élus locaux ou nationaux, des procédés, des rapports inexpliqués et donc étranges et troublants entre nos deux administrations.

Le dernier en date est le marché passé entre l'IGN et la société Worldline sur fond de RPCU avec en parallèle la mission parlementaire sur les données souveraines. La CGT Finances Publiques (et d'autres...) s'intéresse de plus en plus à ceux qui gravitent autour de ce dossier. Nous le faisons d'autant plus volontiers que la DGFIP, jusqu'à présent, n'a ni expliqué, ni communiqué ses positions sur ce sujet.

Cependant, l'administration nous assure en toute occasion « défendre les missions de la DGFIP ». Pour la CGT Finances Publiques ; peut-être faudrait-il mettre en accord les paroles et les actes. Il est curieux en effet de voir avec quelle force de conviction sont portés à l'intérieur de la DGFIP les protocoles techniques de l'IGN (au motif que le cadastre tel qu'il existe est « peu moderne », « doit évoluer », « archaïque », etc. les épithètes ne manquent pas) alors qu'aujourd'hui nous avons le sentiment que la DGFIP reste bien silencieuse quand il s'agit d'exporter nos savoir-faire au Conseil d'Administration de l'IGN.

A trop vouloir en faire, cela finit par éveiller des doutes, des soupçons, lorsque nous essayons de remettre dans l'ordre les pièces du puzzle. Notre syndicat pense qu'en toute occasion, nos compétences doivent être valorisées auprès de nos partenaires et des usagers.

Pour la CGT Finances Publiques, la DGFIP joue aujourd'hui contre son camp et cela de manière grossière. Cela a pour effet de les alerter et les encourager à porter un regard plus que prudent sur des « évolutions » de la mission qui aurait pu les intéresser de prime abord.

La CGT Finances Publiques n'a pas vocation à enquêter mais elle exercera partout son rôle de lanceur d'alerte. Nous sommes conscients que notre analyse peut apparaître « poussée » : à la DGFIP de nous apporter des éléments qui la réfutent.

Car pour la CGT, il s'agit bien de l'avenir d'une mission, et par conséquent de l'avenir des collègues qui en ont la charge... La CGT Finances Publiques combattrait de toutes ses forces les tentatives d'externalisation et autres privatisations que la DGFIP pourrait avoir dans ses cartons.

En vous remerciant de l'attention que vous aurez portée à ce courrier, recevez, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre haute considération.